



## Regards sur l'économie allemande

Bulletin économique du CIRAC

101 | 2011

Varia

---

# Un nouveau modèle de croissance, avec quelles perspectives ?

René Lasserre

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4282>

ISBN : 978-2-8218-0954-3

ISSN : 1965-0787

### Éditeur

CIRAC

### Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2011

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

### Référence électronique

René Lasserre, « Un nouveau modèle de croissance, avec quelles perspectives ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 101 | juin 2011, mis en ligne le 19 septembre 2011, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4282>

---

## ***Un nouveau modèle de croissance, avec quelles perspectives ?***

Après avoir été l'une des plus durement touchées par la crise de 2008-2009, l'économie allemande est la première à en être d'ores et déjà ressortie, affichant même une dynamique de croissance renforcée, fondée non seulement sur un redressement spectaculaire de ses exportations mais également sur une reprise robuste de la demande intérieure. En cela, elle fait incontestablement figure de principale locomotive de l'économie européenne.

Ce retour en force de l'Allemagne est à mettre au compte d'une politique de compétitivité dont la gestation fut difficile et douloureuse, mais qui s'affirme aujourd'hui dans toute sa cohérence et son efficacité. Engagée dès le milieu des années 1990 par les acteurs économiques et sociaux pour modérer les coûts, flexibiliser et moderniser les structures de production face à la globalisation progressive des échanges, elle n'eut tout d'abord qu'un impact conservatoire. À défaut d'être relayée par une politique courageuse des pouvoirs publics, l'action des acteurs privés ne parvint pas, à elle seule, et en dépit d'une indéniable constance, à impulser une dynamique externe suffisante pour compenser une demande interne durablement asphyxiée par l'effort de solidarité et les coûts de l'unification. Dans ce contexte de croissance ralentie, le chômage ne cessa de croître et le déficit public de se creuser pour atteindre en 2003-2004 des niveaux alarmants qui contraignirent les décideurs politiques à sortir de l'immobilisme et à réajuster résolument à la baisse des charges qui pesaient de plus en plus lourdement sur l'activité productive. Avec l'*Agenda 2010*, le chancelier Schröder engagea tout d'abord une remise en ordre des régimes sociaux qui lui coûta sa réélection, tandis que la Grande coalition, à partir de 2005, put se prévaloir de sa légitimité pour réformer la fiscalité et rééquilibrer les comptes publics, tout en relançant l'effort d'innovation, alors que, parallèlement, les partenaires sociaux maintenaient fermement le cap de la modération salariale et de la flexibilité négociée.

Cette politique de compétitivité désormais conjuguée entre acteurs publics et privés a doublement porté ses fruits. Elle a d'abord permis dès 2005 de tirer profit de la reprise mondiale et de renouer avec la croissance puis, surtout, de tenir le choc face à la crise. En ayant permis de ramener le déficit budgétaire à zéro en 2008, l'assainissement financier a redonné aux pouvoirs publics des marges de manœuvre substantielles pour soutenir efficacement l'activité et la demande internes, ainsi que l'innovation, face à la récession brutale de 2009. La pause salariale observée par les partenaires sociaux et leur gestion concertée de la flexibilité, combinées au chômage partiel financé à grande échelle par les surplus reconstitués de l'assurance chômage, ont de leur côté réussi à préserver le potentiel d'emplois et de qualification des entreprises. Ce qui, le moment venu, permit à ces dernières de répondre efficacement à la reprise de la demande mondiale et en

particulier aux besoins des pays émergents. Sur la base de leurs spécialisations sectorielles, de leur expérience exportatrice et de leur connaissance des marchés, les entreprises industrielles allemandes ont tiré pleinement profit de leurs avantages compétitifs et ont enregistré en 2010 une reprise vigoureuse de leurs exportations au point que celles-ci ont même atteint, au cours du premier trimestre 2011, des niveaux records.

Ainsi s'est progressivement établi en Allemagne un nouveau modèle de croissance qui se donne pour objectif prioritaire, et conjugue tous les leviers le permettant, de promouvoir les conditions d'une compétitivité optimale des entreprises domestiques sur les marchés extérieurs. Ce mercantilisme d'offre compétitive, tourné prioritairement vers l'exportation et la demande mondiale, permet d'assurer un niveau d'activité maximal et de dégager les surplus nécessaires au développement des richesses sur un marché intérieur dont le potentiel de demande arrive à saturation. Ce modèle de croissance fondé sur l'exportation, qui permet à l'Allemagne de tirer pleinement parti de sa structure d'économie foncièrement ouverte et de consolider ses spécialisations industrielles, existe certes de longue date et sous-tend le développement économique allemand depuis les années 1960, voire depuis ses origines. Ce qui est nouveau, c'est le degré de cohérence et d'efficacité auquel il est en train d'accéder dans le contexte d'une globalisation des marchés qui, en Allemagne, est pleinement assumée et vécue positivement par tous les acteurs économiques. L'expérience des cinq dernières années montre en effet que le modèle tourne non seulement à plein, mais qu'il résiste aux chocs : les excédents considérables du commerce extérieur génèrent mécaniquement de l'emploi et des investissements domestiques qui, à leur tour, nourrissent une croissance interne effective et solide. Pour les cinq dernières années, les paramètres illustrent éloquemment le retour à ce cercle vertueux d'une économie qui, tournant le dos à des prélèvements excessifs, a fait le choix délibéré de la compétitivité externe : de 2007 à 2012, malgré la crise, l'Allemagne aura créé 1,4 million d'emplois nets, réduisant d'autant le chômage, ramené sous la barre des 3 millions et à un taux de 7 %, rétabli à deux reprises l'équilibre de ses comptes publics et sociaux, accru sa capacité d'investissement de 5 % par an en moyenne et renoué, 2008-2009 mis à part, avec un taux de croissance de 3 % en moyenne, dont les deux tiers procèdent aujourd'hui de la reprise de la consommation intérieure.

Ce nouveau modèle de croissance est-il un modèle durable ? Oui, indiscutablement dans la mesure où il se fonde et s'articule structurellement sur la dynamique accrue de la demande mondiale et plus directement encore sur celle des NPI en forte croissance. L'industrie allemande des biens d'équipement et des biens de consommation durable a de beaux jours devant elle. La pénurie de main d'œuvre-qualifiée liée au déclin démographique, souvent évoquée, n'est qu'une incertitude relative parce qu'elle peut à terme, dans un marché européen élargi et plus intégré, être assez largement compensée par une mobilité professionnelle qui ne cesse de s'accroître. La seule véritable incertitude est peut-être à plus court terme, dans un domaine où, justement, l'appareil industriel allemand connaît une véritable fragilité : celui de la dépendance énergétique. La sortie du nucléaire et le développement des énergies renouvelables constituent de ce point de vue un choix politique risqué, tant leur impact en termes de compétitivité est pour l'instant difficile à évaluer.

*René Lasserre, le 8 juin 2011*